

L'économie, l'emploi, l'inflation et les salaires en 2006 et les perspectives pour 2007

Tendances présente des données actuelles sur l'économie et sur le marché du travail canadien afin de permettre aux membres et au personnel de l'AFPC d'avoir une bonne idée de l'état actuel de l'économie. Dans cette édition, nous faisons le bilan de la performance de l'économie canadienne pour les six premiers mois (premier et deuxième trimestres) de l'année 2006, en plus de présenter quelques projections pour 2007.

La croissance économique *Comment se comporte l'économie canadienne?*

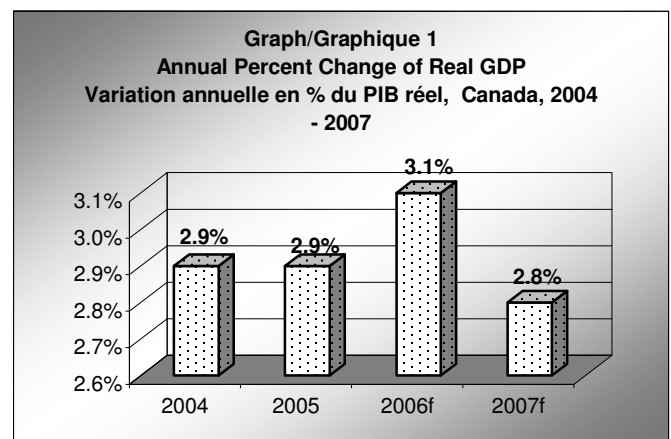
Une croissance économique plutôt stagnante peut avoir des répercussions importantes sur notre sécurité financière et économique. La croissance économique ne fait pas que créer et préserver des emplois, elle augmente les recettes de l'État et notre niveau de vie.

Lorsque l'économie croît à un rythme tout près de son taux de croissance potentiel à long terme, comme cela a été le cas ces dernières années, on dit alors qu'elle performe bien en général. Cela se traduit généralement par une augmentation des revenus pour les Canadiens et pour les gouvernements.

Au cours des deux premiers trimestres de 2006, le produit intérieur brut (PIB) réel, c'est-à-dire la valeur de tous les biens et services produits à l'intérieur des frontières canadiennes au cours de l'année, a progressé de 3,6 % et 2 % respectivement, après avoir enregistré une hausse de 2,6 % au quatrième trimestre de 2005. La diminution au deuxième trimestre représente une baisse prononcée

pouvant s'expliquer par une croissance plus faible mais soutenue des dépenses de consommation et de l'investissement des entreprises en usines et matériel, conjuguée à un repli du marché de l'habitation (Statistique Canada, 31 août 2006).

Malgré la diminution récente de la croissance, les principales institutions financières canadiennes maintiennent leurs prédictions selon lesquelles l'économie canadienne progressera à un taux de 3,1 % en 2006 et de 2,8 % en 2007 (Graphique 1). Leurs prédictions sont légèrement supérieures (+0,1 %) à celles d'il y a six mois.



Source : Le Quotidien de Statistique Canada et les dernières prévisions des principales institutions financières (y compris la Banque Nationale, la Banque CIBC, la Banque de la Nouvelle-Écosse, la Banque Toronto Dominion, la Fédération des caisses populaires et la Banque de Montréal), fin août 2006.

La création d'emplois et le chômage

La croissance de l'économie canadienne a généralement des répercussions positives sur le marché du travail. Il est admis que lorsque le niveau d'emploi augmente et que le taux de chômage diminue au pays, cela signifie que l'économie crée des emplois. Dans ces

circonstances, une personne aura plus de chance de se trouver un emploi.

Est-ce que l'économie canadienne crée des emplois?

Entre décembre 2005 et juillet 2006, 210 000 emplois ont été créés. La croissance globale depuis le début de l'année s'est établie à 1,3 %, soit un taux supérieur à celui de 0,9 % observé au cours des sept premiers mois de 2005.

Le taux de chômage continue de se maintenir près de son plancher historique. Le taux de chômage a diminué, passant de 6,5 % en décembre 2005 à 6,4 % en juillet 2006. De plus, le taux d'activité ainsi que le taux d'emploi se maintiennent aussi près des niveaux records, démontrant ainsi l'optimisme des Canadiens et des Canadiennes envers le marché du travail.

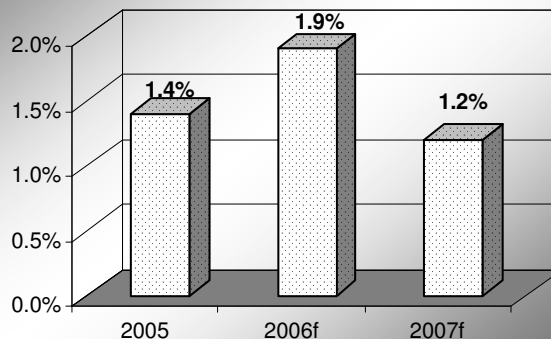
Tableau 1 Le marché du Travail au Canada 2002-2005

	Déc-04	Déc-05	Jul-06
Population active (000)	17260	17430	17642
Emploi (000)	16040	16295	16505
Emploi à temps plein (000)	13071	13358	13518
Emploi à temps partiel (000)	2969	2936	2986
Chômage (000)	1220	1135	1137
Taux de chômage (%)	7.1	6.5	6.4
Taux d'activité (%)	67.4	67.1	67.3

Source : Le Quotidien et l'Observateur économique canadien, août 2006, Statistique Canada

Les institutions financières canadiennes prévoient que la création d'emplois demeurera élevée pour le reste de l'année, mais qu'un ralentissement est à prévoir en 2007. Elles s'attendent à ce que le nombre d'emplois augmente de 1,9 % en 2006, puis de 1,2 % en 2007, ce qui est supérieur à leurs prévisions d'il y a six mois.

**Graphique/Graph 2
Croissance de l'emploi
Employment Growth, 2005-2007**



Source : Le Quotidien, août 2006, l'Observateur économique canadien, n° 11-210, Statistique Canada et prévisions des principales institutions financières canadiennes, début août 2006.

Prix et inflation

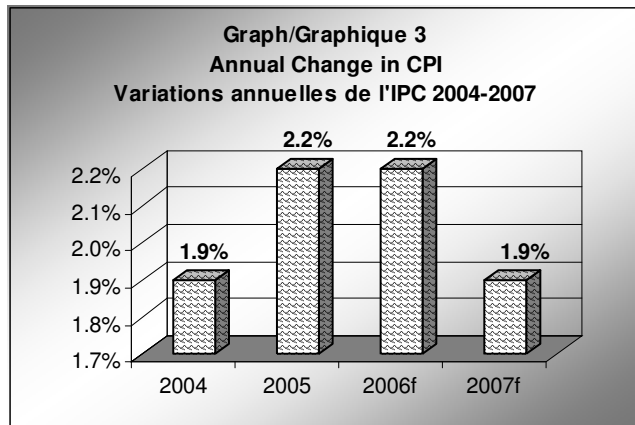
Les hausses de prix nous touchent quotidiennement. Lorsque les prix augmentent et que notre salaire stagne, cela signifie qu'il faut déboursier davantage aujourd'hui par rapport à la période précédente pour acquérir les mêmes produits et services. Dans ce contexte, nous perdons du pouvoir d'achat. Pour maintenir ou encore améliorer notre pouvoir d'achat, il faut que les augmentations de salaires soient égales ou supérieures aux augmentations de prix.

De combien les prix ont-ils augmenté depuis le début de l'année?

Au cours des six premiers mois de 2006, le prix d'un panier de consommation moyen a augmenté de 2,5 % par rapport aux six premiers mois de 2005. Cette augmentation dépasse elle aussi les prévisions faites un peu plus tôt cette année (environ 2 %).

Selon les prévisions des économistes du secteur privé effectuées à l'été 2006, le prix des biens et services au Canada devrait diminuer durant la dernière portion de l'année. L'augmentation devrait se situer

autour de 2,2 % pour l'année 2006. Ils prévoient également que le prix des biens et services augmentera d'environ 1,9 % en 2007.



Source : Le Quotidien, août 2006, l'Observateur économique canadien, n° 11-210, Statistique Canada et prévisions des principales institutions financières canadiennes, août 2006.

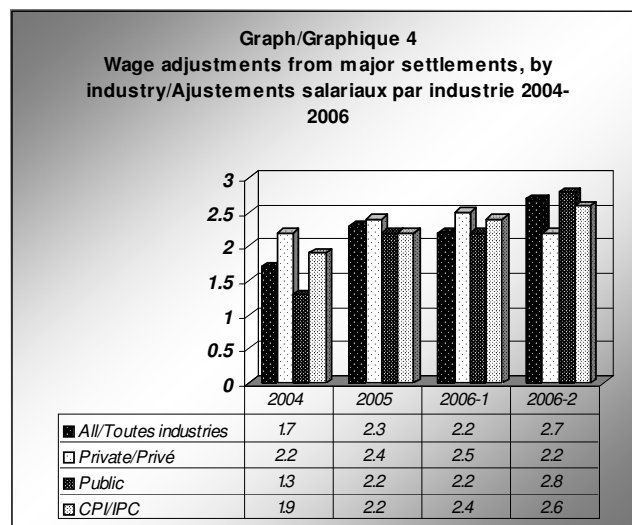
Les salaires négociés au Canada

De combien les salaires récemment négociés ont-ils augmenté ?

Au cours de l'année 2005, les principales conventions collectives ratifiées ont donné lieu à des rajustements salariaux de 2,3 %, ce qui est supérieur au taux de 1,7 % négocié en 2004. Depuis le début de 2006, les principales conventions collectives ratifiées ont donné lieu à des rajustements du taux de salaire de base de 2,5 % et 2,2 % dans le secteur privé et de 2,2 % et 2,8 % dans le secteur public pour les premier et deuxième trimestres de 2006 respectivement. Dans l'ensemble, les rajustements salariaux sont à la hausse dans toutes les industries et s'établissent à 2,2 % et 2,7 % pour les deux premiers trimestres de 2006.

Le cabinet Morneau-Sobeco prévoit que les augmentations de salaires en 2007 seront les plus fortes enregistrées en cinq ans. Selon ses dernières prévisions annuelles qui reposent sur des données recueillies auprès

de 350 entreprises totalisant près d'un million d'employés, les salaires devraient augmenter de 3,4 % en 2007 (CyberPresse, 31 août 2006).

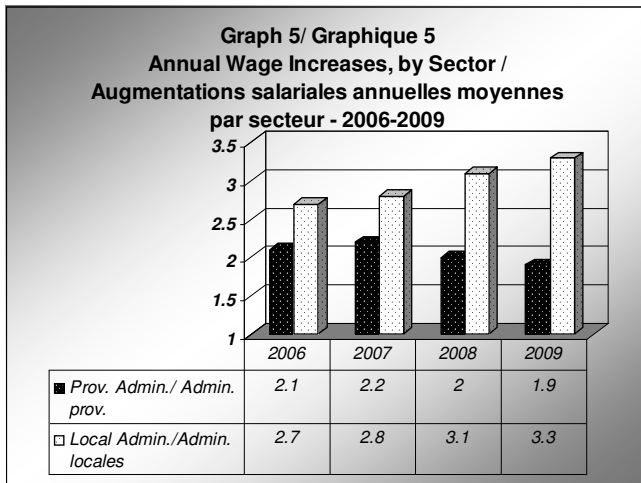


Source : Direction de l'Information sur les milieux de travail, août 2006.

Autres données intéressantes

La dernière section de cette publication est consacrée à diverses données économiques et sociales. Nous partageons cette fois de l'information obtenue auprès de la Direction de l'information sur les milieux de travail à RHDCC concernant les tendances des règlements salariaux visant les effectifs provinciaux et municipaux pour 2006, 2007, 2008 et 2009.

Selon la Direction, les conventions collectives signées visant au moins 210 000 employés qui travaillent pour des administrations provinciales (à l'exception des secteurs de la santé et de l'éducation) prévoient des augmentations salariales annuelles de 2,1 % en 2006 et de 2,2 % en 2007.



Source : Direction de l'information sur les milieux de travail, requête spéciale, septembre 2006.

Les salaires négociés dans les administrations municipales sont supérieurs aux moyennes provinciales. Dans le cas des 88 conventions collectives consultées par la DIMT et qui visent 163 000 employés municipaux, les salaires augmenteront de 2,7 % en 2006. Dans le cas des 47 conventions collectives visant 95 000 employés de ce même secteur, les salaires augmenteront de 2,8 % en 2007.

À plus long terme, les conventions collectives déjà signées au milieu de 2006 prévoient des augmentations salariales d'environ 2 % en moyenne pour les employés provinciaux et de plus de 3 % pour les employés municipaux en 2008 et 2009.

Notons que ces données ne représentent qu'un portrait partiel de la situation en septembre 2006 et qu'elles changeront constamment à mesure que d'autres conventions collectives seront signées dans une économie en évolution.

Glossaire

La croissance économique et le Produit intérieur brut réel : Les économistes font appel à de nombreuses méthodes pour mesurer le rythme auquel progresse l'économie. La plus courante et la plus médiatisée repose sur le calcul du Produit intérieur brut réel ou PIB réel. Le PIB est la valeur

de tous les biens et services produits dans une année à l'intérieur des frontières du Canada. Le terme « réel » signifie que ce total est corrigé de l'incidence de la hausse des prix (de l'inflation).

Les niveaux d'emploi et le taux de chômage (par mois) :

Il ne se passe pas un mois sans que les statistiques sur le marché du travail ne fassent les manchettes. Plusieurs données y sont rapportées, y compris le niveau d'emploi, c'est-à-dire le nombre total d'emplois occupés dans l'économie, et le taux de chômage. Le taux de chômage est le pourcentage de la population qui cherche activement du travail sans pouvoir en trouver à un moment donné. Les travailleurs découragés — c'est-à-dire les personnes qui ne cherchent pas de travail, car elles considèrent que leurs chances de trouver un emploi sont minimales — ne sont pas comptés en tant que chômeurs ou membres de la population active. Le taux de chômage ne tient pas compte non plus des travailleurs et des travailleuses qui occupent un emploi temporaire ou à temps partiel et qui préféreraient un emploi permanent à temps plein.

L'inflation et l'Indice des prix à la consommation (IPC)

est un indicateur de l'inflation largement utilisé, qui révèle la variation du pouvoir d'achat des Canadiens et des Canadiennes. Cet indice est obtenu en calculant, sur une base mensuelle, le coût d'un « panier » de provisions fixe composé de biens et services achetés par un consommateur canadien typique au cours d'un mois donné. Ce panier contient des produits qui entrent dans diverses catégories, y compris le logement, les aliments, les divertissements, le combustible et le transport.

Les augmentations salariales et l'Indice des règlements salariaux (RHDCC) :

La Direction de l'information sur les milieux de travail de RHDCC publie, plusieurs fois par année, l'augmentation moyenne en pourcentage des taux du salaire de base obtenue dans les principales conventions au cours d'une période donnée.

Pour formuler des commentaires ou des suggestions, veuillez communiquer avec Sylvain Schetagne, à la Section des négociations de l'AFPC à Ottawa.
 Sources : Le Quotidien, Statistique Canada, août 2006, Projections effectuées par les principales institutions financières, août 2006 et Bulletin des règlements salariaux, RHDCC, août 2006.

Annexe A

L'économie, l'emploi, l'inflation et les salaires en 2006 et les perspectives pour 2007 dans les régions de l'AFPC

Malgré leur utilité, les données pan-canadiennes sur l'économie et le marché du travail ne fournissent pas une image complète de la réalité économique. La performance économique varie d'une région à l'autre. Voilà pourquoi nous présentons la performance de l'économie et du marché du travail dans les régions afin de permettre aux membres et au personnel de l'AFPC d'avoir une bonne idée de l'état actuel de l'économie. Dans cette édition, nous faisons le bilan de la performance de l'économie des régions de l'AFPC pour l'année 2006, en plus de présenter quelques projections pour 2007.

Comment s'est comportée l'économie dans les régions?

Atlantique

L'économie de l'Atlantique devrait poursuivre sa croissance en 2006. Elle demeurera néanmoins inférieure à la croissance canadienne (3,1 %), sauf à Terre-Neuve et au Labrador (5,8 %), où l'exploitation des ressources naturelles favorise l'économie.

Québec, RCN et Ontario

Dans les régions du Québec, de la RCN et de l'Ontario, la croissance économique devrait se situer entre 2,2 % et 2,4 % en 2006 et 2007. Il s'agit là aussi d'un taux inférieur à la moyenne canadienne, en partie attribuable au ralentissement du secteur manufacturier et des exportations.

Prairies, C.-B. et Nord

L'économie des Prairies, particulièrement celle de l'Alberta, est en expansion. On

prévoit des taux de croissance de 3 % ou plus et jusqu'à 5,7 % pour l'Alberta. Cette croissance rapide s'explique en partie par l'augmentation du prix des ressources naturelles.

La C.-B. connaît aussi un taux de croissance plus rapide que celui du reste du Canada. Cette croissance s'explique en partie par les investissements effectués en vue des Olympiques d'hiver de 2010.

Les ventes au détail poursuivent leur croissance dans la plupart des territoires. C'est signe que l'économie des territoires du Nord est aussi en croissance.

Les institutions financières canadiennes prévoient que la croissance économique suivra la même tendance en 2007. La croissance sera forte dans l'Ouest canadien, mais les régions connaîtront en général un taux de croissance plus faible.

Est-ce que l'économie des régions crée des emplois?

Atlantique

Entre juillet 2005 et juillet 2006, les provinces de l'Atlantique ont perdu 2 000 emplois. Le nombre d'emplois est stable ou à la baisse dans toutes les provinces de l'Atlantique, à l'exception du Nouveau-Brunswick (+6 000).

Québec, RCN et Ontario

Le niveau d'emploi est à la hausse dans le centre du Canada. Entre juillet 2005 et juillet 2006, le Québec et l'Ontario ont créé 166 000 emplois. Le taux de chômage a diminué de

0,2 point de pourcentage durant la même période.

Prairies, C.-B. et Nord

L'emploi est en plein essor dans les Prairies, particulièrement en Alberta et en C.-B. En juillet 2006, le taux de chômage s'établit à 4,7 % pour les provinces de l'Ouest et à 3,6 % en Alberta. D'ailleurs, de nombreux secteurs font face à une pénurie de main-d'œuvre.

Les institutions financières canadiennes prévoient que la création d'emplois diminuera d'ici la fin de 2007.

De combien les prix ont-ils augmenté depuis le début de l'année?

Atlantique

Pour l'ensemble de l'année 2005, les consommateurs des provinces de l'Atlantique ont payé, en moyenne, entre 2,4 % et 3,2 % de plus qu'en 2004 pour les biens et services compris dans le panier de l'IPC. Entre juillet 2005 et juillet 2006, les prix ont augmenté considérablement; la hausse a été particulièrement marquée à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse (3,8 % et 3 %). En 2007, l'inflation devrait osciller autour de 2 % dans toutes les provinces de l'Atlantique.

Québec, RCN et Ontario

L'inflation au Québec et en Ontario s'est établie à 2,1 % et 1,9 % respectivement. Les principales institutions financières prévoient un ralentissement de l'inflation en 2007. Le taux d'inflation devrait se situer, en moyenne, autour de 1,7 % au Québec et de 1,9 % en Ontario.

Prairies, C.-B. et Nord

En juillet 2006, les prix ont progressé rapidement de 4,3 % en Alberta. Ailleurs, les prix ont augmenté de 2,5 % au Manitoba, de 2,4 % en Saskatchewan et de 2 % en C.-B. Les projectionnistes ont fixé le taux d'inflation à environ 1,8 % pour les Prairies et la C.-B. en 2007, à l'exception de l'Alberta, où les prix devraient augmenter de 2,3 %.

Dans le Nord, les prix ont progressé de 1,9 % au Yukon et de 1,3 % dans les T.N.-O. Les données sur l'inflation au Nunavut ne sont toujours pas fournies.

De combien les salaires récemment négociés ont-ils augmenté?

Les principales conventions collectives signées dans l'Atlantique au deuxième trimestre de 2006 ont donné lieu à des augmentations moyennes du taux de salaire de base par année allant de 1,2 % au Nouveau-Brunswick à 3,1 % en Nouvelle-Écosse pour la durée des conventions. Dans le centre du pays, les augmentations négociées du taux de salaire de base s'élèvent à 1,6 % au Québec et à 2,9 % en Ontario.

Dans l'Ouest canadien, la forte croissance économique et le taux d'inflation élevé ont donné lieu à des augmentations salariales plus élevées qu'ailleurs au pays. Les conventions collectives signées renferment une augmentation moyenne du taux de salaire de base de 3,4 % en Alberta, de 3,1 % au Manitoba et de 2,7 % en C.-B. Aucune convention collective principale n'a été signée en Saskatchewan au cours du deuxième trimestre de 2006.

Tendances économiques régionales 2005-2007													
	Type**	Date	TN/L	I.P.E.	N.É.	N.B.	Québec	Ontario	Man.	Sask.	Alberta	C.-B.	Canada
Croissance économique	Prévues	2005	2.9%	2.0%	1.4%	1.3%	2.3%	2.6%	2.8%	3.1%	4.8%	3.7%	2.9%
	Prévues	2006 f	5.8%	2.1%	2.3%	2.5%	2.2%	2.4%	3.0%	3.2%	5.7%	3.9%	3.1%
	Prévues	2007 f	2.1%	1.9%	2.3%	2.3%	2.2%	2.3%	2.8%	2.8%	4.6%	3.4%	2.8%
Croissance de l'emploi	Réelles	2005	0.0%	1.5%	0.2%	0.0%	1.0%	1.3%	0.5%	0.8%	1.5%	3.2%	1.4%
	Réelles	2006-07	-1.8%	-0.3%	-1.0%	1.7%	1.3%	1.8%	0.8%	1.4%	4.6%	3.1%	2.0%
	Prévues	2007 f	0.6%	0.9%	0.9%	0.7%	0.9%	1.1%	1.0%	0.7%	2.0%	1.8%	1.2%
Taux de chômage	Réelles	2005	15.2%	10.8%	8.4%	9.7%	8.3%	6.6%	4.8%	5.1%	3.9%	5.9%	6.8%
	Réelle	2006-07	14.6%	11.2%	8.3%	8.9%	8.1%	6.5%	4.7%	4.7%	3.6%	4.7%	6.4%
Indice des prix à la consommation	Réelles	2005	2.6%	3.2%	2.8%	2.4%	2.3%	2.2%	2.7%	2.2%	2.1%	2.0%	2.2%
	Réelle	2006-07	2.4%	3.2%	3.0%	2.0%	2.1%	1.9%	2.5%	2.6%	4.3%	2.0%	2.4%
	Prévues	2007f	1.8%	2.2%	2.1%	1.9%	1.7%	1.9%	1.9%	1.8%	2.3%	1.7%	1.9%
Augmentations salariales*	Réelles	2005	2.1%	2.5%	3.2%	3.0%	1.6%	2.7%	2.9%	1.9%	3.0%	0.5%	2.3%
	Réelles	2006-Q2	2.0%	2.8%	3.1%	1.2%	1.6%	2.9%	3.1%	-	3.4%	2.7%	2.7%

Sources : Statistique Canada (données tirées du Quotidien et de l'Observateur économique publiées sur le Web)

* Augmentations salariales par province

** Prévisions de quatre principales banques au Canada, été 2006